



HAL
open science

Bélarus et Moldavie

David Teurtrie

► **To cite this version:**

| David Teurtrie. Bélarus et Moldavie. Les Études du CERI, 2014, 210, pp.38-42. hal-04281292

HAL Id: hal-04281292

<https://sciencespo.hal.science/hal-04281292>

Submitted on 29 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bélarus et Moldavie *par David Teurtrie*

Le Bélarus et la Moldavie, deux républiques membres de la CEI à la frontière avec l'Union européenne, ont des trajectoires que tout semble opposer : forte régulation étatique et intégration eurasiatique pour le Bélarus, réformes libérales et rapprochement avec l'UE du côté moldave. Pourtant, les deux pays ont en commun de subir un contexte économique régional morose associé à de fortes tensions géopolitiques entre la Russie et l'Union européenne, leurs deux principaux partenaires commerciaux.

Bélarus

Lien entre la Russie et l'Union européenne, le Bélarus a profité de la crise ukrainienne pour accroître son importance géopolitique et géoéconomique. Sur le plan politique, la situation a permis à l'inaffable président Alexandre Loukachenko de tenter de jouer un rôle d'intermédiaire (les négociations de sortie de crise se sont tenues à Minsk) avec l'espoir de renouer, au moins partiellement, avec les Occidentaux. Sur le plan économique, le Bélarus accroît son rôle de pays de transit entre la Russie et l'UE, notamment pour les exportations d'hydrocarbures russes. De plus, les sanctions de Moscou à l'encontre des produits agroalimentaires européens permettent au Bélarus de renforcer son statut de fournisseur privilégié du marché russe. Cependant, il est peu probable que ces gains puissent compenser les pertes liées à la dégradation de la situation macroéconomique, ainsi qu'aux conséquences négatives des sanctions sur les échanges économiques régionaux. A cela s'ajoute l'effondrement économique ukrainien qui est traditionnellement le deuxième marché d'exportation des produits biélorusses au sein de la CEI (loin derrière la Russie).

Cette conjoncture morose menace le Bélarus de stagnation économique, à l'image de ce qui s'est produit au cours des deux dernières années qui ont vu la croissance du PIB descendre à 1,7 % en 2012, puis à un peu moins de 1 % en 2013. Elle est attendue aux environs de 1 % en 2014. De fait ce pays, avec son secteur industriel surdimensionné et l'étroitesse de son marché intérieur (moins de 10 millions d'habitants), est plus que jamais dépendant des exportations, qui ont fortement baissé en 2013 (-17,4 %), avant de se redresser à un peu moins de 3 % en 2014, mais restent pénalisées du fait d'une conjoncture défavorable chez ses principaux partenaires commerciaux (la Russie et l'UE).

Cette exposition aux risques externes est renforcée par plusieurs facteurs directement liés à la structure économique du pays et plus précisément à l'équilibre des comptes extérieurs. D'une part, le Bélarus dépend des importations de matières premières en provenance de Russie, non seulement pour faire tourner son industrie manufacturière mais aussi parce qu'il tire des revenus de la réexportation des produits pétroliers. A cet égard, les accords signés dans le cadre de l'Union économique eurasiatique sont jugés plutôt positifs par les experts du FMI. En effet, les gains que représentent l'achat de pétrole russe brut exempté de taxes à l'exportation (soit à des tarifs près de deux fois inférieurs au marché mondial) sont à eux-seuls estimés par le FMI à environ 17 % du PIB en 2013. Le Bélarus réexporte ce pétrole vers les pays voisins (UE, Ukraine) sous forme de produits pétroliers, ce qui lui permet de dégager des marges très confortables. Le pays se fournit également en gaz aux prix intérieurs russes, soit aux alentours de 170 dollars les mille mètres cubes, alors que les tarifs sont d'environ 400 dollars pour l'Europe. Le Bélarus est d'autant plus dépendant du gaz russe que, en l'absence de production nationale et d'énergie alternative, celui-ci alimente la quasi-totalité de la production électrique et du chauffage collectif.

Mais à la dépendance énergétique s'ajoute de plus en plus la dépendance financière vis-à-vis du puissant voisin. En effet, malgré une facture énergétique réduite qui a permis de contenir le déficit

commercial, le déficit de la balance courante, financé principalement par l'endettement extérieur, après s'être redressé en 2012 (environ 3 % du PIB), a retrouvé un niveau proche de 10 % depuis 2013. Or l'absence de nouveaux crédits du FMI et l'accès limité aux marchés internationaux obligent le Bélarus à se tourner vers les crédits bilatéraux (principalement russes) et le Fonds eurasiatique anticrise géré par la Banque eurasiatique de développement (contrôlée par la Russie et le Kazakhstan). Ainsi, depuis trois ans, la part cumulée des crédits russes et du Fonds anticrise n'a cessé d'augmenter dans la dette totale de Minsk, dont elle représente désormais plus de la moitié. Cette tendance, qui ne tient pas compte de prêts bilatéraux accordés par les banques commerciales russes à des entreprises biélorusses contrôlées par l'Etat, devrait perdurer dans la mesure où Moscou a accepté d'accorder des crédits pour un total de plus de 2 milliards de dollars en 2014. Pour sortir de cette situation, il serait nécessaire de procéder à des privatisations, ce qui aurait de plus l'avantage, selon le FMI, d'améliorer la compétitivité de l'économie biélorusse. Cependant, outre que cette perspective n'entre pas dans le cadre du capitalisme d'Etat du pays, elle augmenterait encore la pénétration économique des acteurs russes, qui sont pratiquement les seuls candidats à la reprise des quelques fleurons industriels biélorusses (raffineries, matériels de transport, potasse...).

La situation est à première vue gérable du fait d'une stabilisation de la dette publique à un niveau raisonnable (36,7 % du PIB en 2013 et moins de 35 % en 2014). Mais dans le même temps, les réserves de la Banque centrale ont atteint des niveaux alarmants (le Bélarus détient les réserves monétaires les plus faibles de la région rapportées au PIB du pays) et, surtout, elles représentent moins d'un mois et demi d'importations et moins de 50 % de la dette à court terme, alors qu'un ratio de 100 % est habituellement jugé adéquat. La Banque centrale est donc dans l'incapacité de défendre le cours du rouble biélorusse (qui a perdu près de 80 % de sa valeur face au dollar depuis 2008), ce qui en fait une des monnaies les plus dépréciées de l'espace postsoviétique. Sa dévaluation a certes permis au Bélarus de dégager un excédent commercial au premier semestre de 2014, mais ce résultat est avant tout lié à une baisse des importations qui renvoie, notamment, à une atonie de l'activité économique manifestée par une baisse de 1,7 % de la production industrielle et de 6,7 % des investissements en capital fixe au cours de ce semestre.

Ces évolutions défavorables sont liées aux problèmes de compétitivité de l'économie biélorusse qui résultent en partie d'une trop forte hausse des salaires dans un contexte plus général de grande inflation : malgré un important ralentissement par rapport à 2012, les prix à la consommation ont encore augmenté de 18,3 % en 2013 et leur croissance resterait du même ordre en 2014. Selon le FMI, en imposant des objectifs de croissance des salaires trop ambitieux, le gouvernement en déclenche l'augmentation trop rapide et provoque régulièrement des tensions monétaires (forte inflation, dévaluations brutales). Mais la politique gouvernementale n'est pas seule en cause. L'intégration toujours plus forte de l'économie biélorusse à l'économie russe provoque également une pression sur les prix et les salaires. En effet, les acteurs économiques du pays préfèrent exporter vers la Russie où les prix sont dérégulés et plus élevés, tandis que les Moscovites investissent dans l'immobilier biélorusse dont les prix sont jugés très attractifs par rapport à ceux de la capitale russe, ce qui contribue à alimenter l'inflation. Surtout, les Biélorusses sont de plus en plus nombreux à émigrer vers Moscou pour y trouver des conditions salariales plus favorables et, à cet égard, le chiffre officiel du chômage (0,6 % en 2013) faisant état du plein emploi paraît de moins en moins crédible. Une étude du FMI montre que si, au début des années 2000, les salaires biélorusses étaient légèrement supérieurs à la moyenne des salaires russes, ils sont désormais inférieurs. Surtout, le pays entre, *de facto*, dans l'aire d'attraction de la mégalopole moscovite dont les salaires sont plus de deux fois supérieurs à ceux qui sont versés à Minsk. Il en résulte que le secteur privé, désireux de retenir ses meilleurs éléments, toujours plus nombreux à choisir l'émigration vers le marché du travail russe, augmente désormais les salaires plus rapidement que le secteur public.

Si l'économie biélorusse parvient à se maintenir à flot dans un environnement particulièrement difficile, ses multiples dépendances vis-à-vis de la Russie ne font que croître. Aussi le pays, menacé

de stagnation, reste à la merci de chocs extérieurs et doit de surcroît sans cesse quémander de nouveaux avantages auprès de Moscou. La contrepartie proposée par la Russie est l'approfondissement de l'intégration eurasiatique, ce qui paraît un moindre mal au Bélarus, dans la mesure où cette nouvelle Union lui permet de sortir du face-à-face avec son grand voisin.

Moldavie

La Moldavie, toujours dirigée par une coalition pro-européenne, a signé et ratifié l'accord d'association avec l'Union européenne en juin 2014, qui définit une zone de libre-échange entre les deux parties. Mais les divisions du pays restent profondes. L'opposition prône un rapprochement avec l'Union économique eurasiatique menée par la Russie, option qui rencontre un large écho dans la population moldave, d'autant que ses exportations agricoles (ainsi qu'une part importante de l'émigration) sont traditionnellement destinées au marché russe. Ces orientations géopolitiques opposées recourent en partie les divisions internes du pays, toujours marqué par la sécession de la Transnistrie qui concentre le potentiel industriel du pays, mais aussi par la montée des tensions avec la région autonome de Gagaouzie.

Ce contexte géopolitique difficile a été en partie compensé en 2013 par une forte croissance qui était cependant avant tout due à un effet de rattrapage, l'année 2012 ayant été marquée par une récession (-0,7 % en rythme annuel) provoquée par les difficultés du secteur agricole (-2,3 %) touché de plein fouet par la sécheresse. De fait, l'agriculture a contribué en 2013 pour plus de la moitié à la croissance économique. Le secteur de la transformation agroalimentaire a lui aussi tiré la croissance industrielle qui s'est établie à 8,8 % en rythme annuel. Du côté des dépenses, la consommation des ménages (en hausse de plus de 5 % en 2013) a été alimentée par les transferts des migrants et les hausses de salaires. Cependant, les investissements n'ont pas suivi cette dynamique, ce qui devrait avoir un impact négatif sur la durabilité et l'ampleur de la croissance économique. De même, la forte hausse des exportations due à la bonne récolte n'a pas permis de compenser des importations dont le montant leur est demeuré nettement supérieur. Le déficit des échanges courants avec l'extérieur est resté structurel et s'est établi en 2013 à 4,8 % du PIB, en amélioration par rapport à 2012.

L'année 2014 est beaucoup moins favorable que la précédente et tout porte à penser que le pays aura beaucoup de mal à atteindre la projection initiale du FMI d'une croissance de 2,2 % ; quant à la prévision de 3,5 % pour 2015, elle paraît bien optimiste. En effet, l'activité dans le secteur agricole et les industries afférentes a de nouveau ralenti, tandis que l'environnement régional est particulièrement défavorable. Outre la grave récession en Ukraine, la Moldavie subit les mesures de rétorsion de la Russie suscitées par l'accord d'association qu'elle a signé avec l'UE. Une réorientation des exportations agricoles moldaves, déjà improbable en temps habituel est rendue d'autant plus difficile que les Etats membres de l'Union sont eux-mêmes touchés par l'embargo russe qui a entraîné des surplus de produits agroalimentaires sur le marché européen.

Dans ce contexte, les comptes extérieurs, structurellement déficitaires, devraient à nouveau se dégrader en 2014. Après une période de réduction de 2009 à 2013, le déficit budgétaire, ramené à un peu moins de 2 % du PIB en 2013, devrait rester à ce niveau en 2014. La dette publique, qui est de l'ordre de 30 % du PIB depuis 2011, est susceptible d'augmenter à moyen terme. Quant au secteur bancaire, il reste fragile et nécessite une action forte de la Banque centrale et de la Commission nationale pour les marchés financiers, qui ont par ailleurs vu leur indépendance restreinte par une décision de la Cour constitutionnelle. Ces décisions du pouvoir politique ne sont pas du goût du FMI, qui demande au contraire aux autorités moldaves de renforcer les pouvoirs et l'indépendance de ces deux institutions financières. Cependant, l'inflation devrait se maintenir dans les limites fixées par la Banque centrale de Moldavie autour de 5 % en rythme annuel, ce qui illustre une politique monétaire relativement bien maîtrisée et qui bénéficie de l'aide technique du FMI.

Le taux de chômage reste relativement faible (aux alentours de 5 à 6 %), mais il s'explique en réalité par l'émigration massive de la population active qui exerce un effet de régulation, et non par la création d'emplois par l'économie nationale. En termes de niveau de vie, la Moldavie aurait connu une période plutôt favorable si l'on en croit les données nationales sur les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté : ceux-ci sont passés entre 2006 et 2012 de 30,2 % et 4,5 % à 16,6 % et 0,6 % respectivement, ce qui constituerait l'une des meilleures performances mondiales en ce domaine. Cependant, cela mérite d'être fortement nuancé : les 40 % plus pauvres de la population sont affectés par les faiblesses des systèmes de santé et d'éducation et sont particulièrement sensibles aux variations climatiques (impact direct sur les revenus de la population agricole). Et si l'on se base sur la définition régionale (Europe et Asie centrale) du taux de pauvreté à moins de 5 dollars par jour (PPA), 55 % de la population moldave vit en dessous de ce seuil, ce qui fait de la Moldavie l'un des pays les plus pauvres d'Europe.

Plus que jamais la Moldavie reste exposée aux chocs externes : elle est très dépendante des variations des transferts de fonds des migrants (24 % du PIB), des exportations vers l'UE et la CEI (88 % du total) et de l'appui des bailleurs de fonds internationaux (10 % des dépenses gouvernementales). Le FMI insiste sur les risques macroéconomiques engendrés par le ralentissement économique russe, ainsi que sur les tensions politiques entre les deux pays. En effet, la Russie représente 26 % des exportations moldaves, tandis que les transferts de fonds des migrants installés en Russie comptent pour 15 % du PIB. De plus, Moscou reste un important investisseur (10 % du total des IDE), tandis que le secteur bancaire moldave est dépendant des banques russes. A cela s'ajoutent d'importants risques d'interruption des importations de gaz russe passant par l'Ukraine : plus que jamais le pays aurait besoin que les relations entre la Russie et l'Union européenne soient apaisées pour pouvoir envisager un développement économique stable sur le moyen et le long terme.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Bélarus

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	7,7	5,5	1,7	0,9	0,9
PIB (% par habitant en dollars, PPA)	13 879	14 980	15 579	15 753	–
Consommation des ménages	7,9	1,0	8,2	9,2	1,7
Formation brute de capital fixe	17,5	13,9	-11,3	7,5	0,9
Prix à la consommation	7,7	53,2	59,2	18,3	18,6
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-0,5	4,2	1,7	-0,9	-3,3
Dette publique (en % du PIB)	42,0	43,4	36,9	36,7	34,4
Taux de chômage (en % de la pop. active)	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
Exportations de marchandises (en volume)	2,8	29,5	10,6	-17,4	2,7
Importations de marchandises (en volume)	8,0	15,8	9,4	-7,2	5
Balance commerciale (en % du PIB)	-16,4	-5,8	0,9	-6,3	-6,8
Balance courante (en % du PIB)	-15,0	-8,5	-2,9	-10,1	-8,5
Dette extérieure brute (en % du PIB)	52,1	57,7	54,2	53,8	51,4

Sources : FMI
(p) : prévision

Moldavie*

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	7,1	6,8	-0,7	8,9	1,8
PIB (% par habitant en dollars, PPA)	3 100	3 371	3 424	3 736	–
Consommation des ménages	7,3	7,5	0,9	5,2	2,8
Formation brute de capital fixe	17,2	13	1,8	3,3	3,8
Prix à la consommation	7,4	7,7	4,6	4,6	5,1
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-2,5	-2,4	-2,1	-1,8	-1,7
Dette publique (en % du PIB)	23,2	29	31,1	29,9	31,8
Taux de chômage (en % de la pop. active)	7,4	6,7	5,6	5,1	6
Exportations de marchandises	19,9	43,5	8,0	10,9	2,8
Importations de marchandises	16,3	35,1	7,5	5,8	3,8
Balance commerciale (en % du PIB)	-39,3	-40,9	-40,4	-37,6	-40,8
Balance courante (en % du PIB)	-7,8	-11,2	-6,8	-4,8	-6,2
Dette extérieure brute (% du PIB)	81,6	77,6	82,5	83,6	90

*Les données excluent la Transnistrie

Sources : FMI
(p) : prévision